



**COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES
ÉCONOMIQUES DU FAIT DES TRAVAUX PUBLICS LIÉS AU PROJET
DE TRAMWAY GENÈVE/SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS (CIAT)**

DOSSIER DE DEMANDE D'INDEMNISATION

LISTE DES PIÈCES A JOINDRE

**PIECES OBLIGATOIRES À FOURNIR EN 1 EXEMPLAIRE PAR LETTRE RECOMMANDEE
AVEC ACCUSE DE RECEPTION A:**

**Communauté de Communes du Genevois, Service Economie - CIAT
38 rue Georges de Mestral – Bâtiment Athéna 2 - Arch'Parc
74166 Saint-Julien-en-Genevois**

Il vous est conseillé de conserver un exemplaire de votre dossier.

Votre entreprise :

Date de création :/...../.....

Ne sont pas éligibles les professionnels ayant créé leur activité à partir du 1^{er} août 2019, date à laquelle la délibération portant sur le lancement de la procédure d'enquête parcellaire était connue du fait de son affichage

Adresse :

.....

Sont éligibles les professionnels situés aux rues suivantes: Avenue de Genève, Avenue de la gare, Rue Berthollet, Place du Crêt, Rue Fernand David.

Activité(s) : _____

Ne sont pas éligibles les activités listées ci-dessous :

- Les professions médicales, paramédicales ;
- Les associations ou établissements publics, banques, assurances, comptables, notaires, agences immobilières ;
- Les activités qui ne font pas partie du périmètre défini ci-dessus observant une baisse de l'activité due à des changements de flux de circulation ;
- Les activités qui s'exercent par occupation temporaire du domaine public ou pour lesquelles une autorisation préalable d'installation est nécessaire. Un refus ou une impossibilité de relocalisation n'ouvre pas davantage droit à une indemnisation.

Liste des pièces à fournir :

1. Extrait de Kbis de moins de 3 mois ou immatriculation à la chambre des métiers ou à la chambre du commerce et de l'industrie
2. Présentation de l'entreprise, des caractéristiques commerciales de l'entreprise (jours et heures d'ouverture, type de produits, de clientèle...) – *formulaire ci-joint*
3. Une note succincte décrivant clairement les nuisances (bruit, accès dégradé, façade masquée, tables en terrasse partiellement ou totalement condamnées ...) et les dates de ces désagréments – *formulaire ci-joint*
4. Evaluation chiffrées du préjudice – *formulaire ci-joint*
5. Bilans et comptes de résultats des 4 derniers exercices accompagnés de l'attestation de l'expert-comptable. Si le professionnel n'est pas en mesure de présenter ces documents du fait de sa date de création en 2019, il devra présenter les bilans et comptes de résultats de tous les exercices depuis sa date de création accompagnés de l'attestation de l'expert-comptable

6. Evolution du chiffre d'affaires certifiée par un expert-comptable
7. En cas de sites multiples ou de secteurs d'activités multiples, il conviendra de produire en complément les mêmes informations mais ventilées par sites ou par secteurs d'activités, de façon à permettre à la Commission de retracer l'évolution des résultats sur les seules activités sinistrées. Ces données sectorielles devront être attestées par l'expert-comptable
8. Factures et / ou, le cas échéant 3 devis pour des surcoûts liés aux travaux
9. Attestations de vigilance des organismes sociaux et fiscale ou une attestation comptable de la situation fiscale et sociale
10. Attestation sur l'honneur de la sincérité et de l'exactitude des informations communiquées dûment remplie et signée par le dirigeant - *formulaire ci-joint*

Nota : Lorsque le commerçant possède un statut de micro-entreprise, il devra fournir ses chiffres d'affaires mensuels et annuels, ses déclarations de revenus ainsi que l'ensemble de ses charges variables pour les trois derniers exercices précédant la demande. Tous les éléments comptables devront être obligatoirement attestés par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables.

PIÈCES COMPLEMENTAIRES FACULTATIVES

Vous pouvez ajouter toutes pièces nécessaires de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation, et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir des préjudices subis du fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation

PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Dénomination commerciale ou Raison sociale

Enseigne commerciale ou sigle :

Adresse de l'établissement concerné par la demande :

.....
.....
.....

N° SIRET :

Nature de l'activité / Activité(s) exercée(s) :

Code NAF :

Date de création de l'établissement objet du présent dossier :/...../.....

Nom, Prénom de l'exploitant :

Qualité (propriétaire, gérant ...) :

Adresse :

.....
.....
.....

Tél : Portable :

E-mail :

Nombre d'établissements :

Adresses des autres établissements :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



Forme juridique :

Entreprise individuelle SARL SA EURL SAS SNC

Autres (à préciser)

.....
.....

Régime fiscal :

Mode de gestion de l'établissement :

Gestion directe par la Société

Gérant salarié

Gérant autre que salarié

Adresse du siège social :

.....
.....
.....

Nom, adresse, e-mail et téléphone :

De la personne à contacter au sein de l'entreprise pour le suivi du dossier :

.....
.....
.....
.....
.....

Du comptable salarié de l'entreprise :

.....
.....
.....
.....
.....

De l'expert-comptable :

.....
.....
.....
.....
.....

Autre conseil (à préciser) :

.....

SITUATION COMMERCIALE DE L'ENTREPRISE

Effectif actuel de l'établissement concerné par la demande (comprenant le dirigeant, son conjoint, les apprentis ou personnes en formation...) :

- à temps plein
 à temps partiel

Total équivalent temps plein :

Effectifs :

	N-3	N-2	N-1	N
Janvier				
Février				
Mars				
Avril				
Mai				
Juin				
Juillet				
Août				
Septembre				
Octobre				
Novembre				
Décembre				

Jours d'ouverture et Horaires d'ouverture :

Lundi	
Mardi	
Mercredi	
Jeudi	
Vendredi	
Samedi	
Dimanche	

Périodes de fermeture annuelle :

N :
 N-1 :
 N-2 :
 N-3 :

Activité principale		% du CA	
Activités secondaires		% du CA	
		% du CA	
		% du CA	
		% du CA	

Nature des activités exercées (préciser les modifications – abandon, ou à l'inverse création de secteurs ou de prestations nouvelles, réduction/réaffectation de locaux professionnels, reconversions... - au cours des 4 dernières années) :

.....

Préciser les caractéristiques de commercialisation des produits ou services vendus (vente sur rendez-vous, vente d'impulsion, vente liée à une saisonnalité...) et leur éventuelle évolution :

.....

Catégorie et origine de clientèle (précisez si possible s'il s'agit d'une clientèle de proximité ou de passage, si vous disposez de l'information sur les lieux d'origine de la clientèle et si vous réalisez de la vente à distance/e-commerce) :

.....

Quelles autres actions et dépenses spécifiques avez-vous réalisées pour maintenir votre activité ?

.....

Droit d'occupation du domaine public : oui non

Si oui, la nature de l'autorisation accordée

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ? oui non

Pour les établissements ayant une activité « restauration » (café, brasserie, restaurant...) précisez :

Capacité d'accueil total de l'établissement :

Nombre de place à l'intérieur :

Nombre de place extérieure (hors domaine public) :

Nombre de place sur le domaine public :

ELEMENTS D'IDENTIFICATION DES DOMMAGES

Établir un plan sommaire en précisant les voies d'accès et point de livraison, et l'(les) entrée(s) de l'activité concernée

Accès à l'entreprise (décrire la/les période(s), l'importance, la durée... des restrictions d'accès aux locaux où s'exerce l'activité de l'entreprise) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Autres nuisances (décrire la nature, l'importance et la durée des nuisances autres que celles résultant des restrictions d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions d'exploitation :

.....

Mesures prises en raison des difficultés :

Modification des jours et horaires d'ouverture pendant les travaux :

.....

Nombre de jours d'ouverture théorique pendant les travaux :

Nombre de jours d'ouverture réelle pendant les travaux

Nombre de jours de fermeture en lien de causalité avec les travaux :

Gestion des ressources humaines (si l'entreprise emploie des salariés, précisez si ceux-ci ont été en situation de chômage technique ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels, à utiliser leurs droits à la formation..., durant la période d'inactivité de l'entreprise :

.....

Recettes mensuelles en euros HT :

Pour les entreprises à activité multiples :

Produire un tableau des chiffres d'affaires mensuels, pour chaque exercice et pour chaque activité, en précisant le taux de commission s'il y a lieu (tabac, presse...)

Pour les entreprises disposant de plusieurs établissements :

Préciser, pour chaque exercice, les chiffres d'affaires mensuels de l'établissement concerné.

	N-3	N-2	N-1	N
Janvier				
Février				
Mars				
Avril				
Mai				
Juin				
Juillet				
Août				
Septembre				
Octobre				
Novembre				
Décembre				
TOTAL CA				

Période d'indemnisation concernée (la demande ne peut concerner qu'une période révolue) :

.....

Montant de la réparation indemnitaire demandées :

Perte de marge brute :(modalités de calcul à joindre en pj)

Surcoût divers :(tous les surcoûts doivent faire l'objet de justificatifs en pj)

Total estimé du préjudice :

Je soussigné,

NOM / Prénom

En ma qualité

D'expert-comptable / De Commissaire aux comptes

Certifie l'exactitude des renseignements comptables inscrits au présent dossier.

Date :/...../.....

Signature et cachet

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) :

Adresse :

.....

.....

Agissant au nom et pour le compte de :

Certifie l'exactitude des informations contenues dans le présent dossier.

Certifie avoir pris connaissance du règlement qui régit le fonctionnement de la Commission d'Indemnisation Amiable.

Atteste sur l'honneur avoir au moins maintenu, pendant la période d'indemnisation des travaux, les conditions de fonctionnement de l'activité ci-dessus désignée notamment en termes de jours et d'heures d'ouverture à la clientèle.

Atteste sur l'honneur avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales : déclarations et paiements.

Je déclare Auprès de	Avoir sollicité des délais de paiement	Avoir obtenu l'octroi de délais de paiement	Ne pas avoir obtenu de délais de paiement	Ne pas avoir sollicité de délais de paiement
Recette des impôts				
M.S.A.				
U.R.S.S.A.F.				
Trésor Public				
Autre (à préciser)				
.				
.				
.				

Toute fausse déclaration de ma part peut entraîner les sanctions prévues au titre IV du Code Pénal « des atteintes à la confiance publique » articles 441-1, 441-6 et 441-7.